

DÉPARTEMENT
DES
YVELINES

ARRONDISSEMENT
DE
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

SÉANCE DU

25 NOVEMBRE 2021

Le nombre de Conseillers
en exercice est de 45

OBJET

**Société de coordination
DomusNostra entre RLF
et Trois Moulins Habitat
– désignation d'un
représentant de la
commune au conseil
d'administration**

En vertu de l'article L.2131-1
du C.G.C.T.
Le Maire de Saint-Germain-en-Laye
atteste que le présent document
a été publié le 26 novembre 2021
par voie d'affichages
notifié le
transmis en sous-préfecture
le 26 novembre 2021
et qu'il est donc exécutoire.

Le 26 novembre 2021

Pour le Maire,
Par délégation,
Le Directeur Général des Services

Denis TRINQUESSE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE
LA COMMUNE NOUVELLE

DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

L'an deux mille vingt et un, le 25 novembre à 21 heures, le Conseil Municipal de la commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye, dûment convoqué par Monsieur le Maire le 18 novembre deux mille vingt et un, s'est réuni à l'Hôtel de Ville sous la Présidence de Monsieur Arnaud PÉRICARD, Maire de la commune nouvelle.

Etaient présents :

Monsieur LEVEL, Madame HABERT-DUPUIS, Monsieur SOLIGNAC, Madame PEUGNET, Monsieur BATTISTELLI, Madame MACE, Monsieur JOLY, Madame TEA, Monsieur PETROVIC, Madame NICOLAS, Monsieur VENUS, Madame GUYARD, Madame BOUTIN, Monsieur MILOUTINOVITCH, Madame de JACQUELOT, Monsieur BASSINE, Madame de CIDRAC, Monsieur MIRABELLI, Monsieur MIGEON, Madame PEYRESAUBES, Madame LESUEUR, Monsieur JOUSSE, Madame ANDRE, Madame MEUNIER, Madame BRELURUS, Madame NASRI, Madame SLEMPKES, Monsieur LEGUAY, Monsieur SAUDO, Monsieur NDIAYE, Madame GRANDPIERRE, Monsieur JEAN-BAPTISTE, Madame RHONE, Monsieur RICHARD, Monsieur GREVET, Monsieur BENTZ, Monsieur ROUXEL

Avaient donné procuration :

Monsieur HAÏAT à Monsieur NDIAYE
Madame AGUNET à Madame PEUGNET
Madame GOTTI à Madame MACE
Monsieur ALLAIRE à Monsieur VENUS
Monsieur de BEULAINCOURT à Monsieur SOLIGNAC
Monsieur SALLE à Monsieur PERICARD
Madame FRABOULET à Monsieur GREVET

Secrétaire de séance :

Madame MEUNIER

N° DE DOSSIER : 21 F 16

OBJET : SOCIETE DE COORDINATION DOMUSNOSTRA ENTRE RLF ET TROIS MOULINS HABITAT - DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COMMUNE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORTEUR : Madame ANDRE

**Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs,**

RLF-Résidences le Logement des Fonctionnaires, SA HLM ayant son siège social à Paris, apporte une solution de logement aux agents publics de multiples ministères (finances, justice, intérieur, développement durable...). Disposant déjà de quelques logements à Saint-Germain-en-Laye, RLF a prévu d'augmenter son parc en se positionnant sur le programme LLI du projet de l'hôpital.

Dans le cadre de la loi Elan, RLF et Trois Moulins Habitat, SA HLM ayant son siège social à Rubelles en Seine et Marne, ont décidé de constituer entre eux une société de coordination dénommée DomusNostra dont les statuts ont été adoptés le 19 mai 2021.

Conformément à l'article 9 des statuts de DomusNostra, il est prévu que les communes sur le territoire desquelles les actionnaires possèdent des logements sont représentées au Conseil d'Administration par deux membres au moins et disposent d'une voix consultative.

DomusNostra s'est rapproché de la Ville de Saint-Germain-en-Laye pour proposer de siéger à son Conseil d'Administration. Le logement des agents publics répondant assurément à un besoin sur Saint-Germain-en-Laye, il apparaît intéressant de répondre favorablement à cette proposition.

Il est proposé au Conseil Municipal de :

- Désigner Monsieur Paul JOLY, Maire-adjoint au logement comme représentant permanent de la Ville au sein du Conseil d'Administration de la société de coordination DomusNostra ;
- Désigner Monsieur Paul JOLY, Maire-adjoint au logement comme représentant permanent de la Ville au sein de l'Assemblée Générale de la société de coordination DomusNostra.

DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir entendu les explications qui précèdent et en avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2121-33 ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitat, et notamment son article L. 423-1-2 ;

Vu les statuts de la société de coordination DomusNostra et notamment son article 9 ;

Considérant que conformément à l'alinéa 5 de l'article L.423-1-2 du Code de la construction et de l'habitation, la Commune de Saint-Germain-en-Laye entend participer au Conseil d'Administration de la société de coordination, elle est invitée à désigner son représentant ;

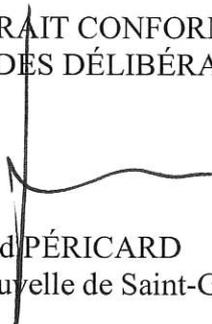
Considérant que conformément à l'alinéa 5 de l'article L.423-1-2 du Code de la construction et de l'habitation, la Commune de Saint-Germain-en-Laye entend participer aux Assemblées Générales de la société de coordination, elle est invitée à désigner son représentant ;

À L'UNANIMITÉ, Monsieur BENTZ, Monsieur ROUXEL s'abstenant,

DESIGNE Monsieur Paul JOLY, Maire-adjoint au logement comme représentant permanent de la Ville au sein du Conseil d'Administration de la société de coordination DomusNostra ;

DESIGNE Monsieur Paul JOLY, Maire-adjoint au logement comme représentant permanent de la Ville au sein de l'Assemblée Générale de la société de coordination DomusNostra.

POUR EXTRAIT CONFORME,
AU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS,



Arnaud PÉRICARD
Maire de la commune nouvelle de Saint-Germain-en-Laye

DomusNostra
société de coordination
société anonyme de coordination à conseil d'administration
au capital social de 38 000 euros
siège social 9 rue Sextius Michel 75739 Paris cedex 15
en cours d'immatriculation

STATUTS

table des matières

ARTICLE 1 - FORME	3
ARTICLE 2 - DENOMINATION	3
ARTICLE 3 - OBJET	3
ARTICLE 4 - COMPETENCE TERRITORIALE ET SIEGE SOCIAL.....	4
ARTICLE 5 - DUREE	4
ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL	4
ARTICLE 7 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL	5
ARTICLE 8 - CESSION DES ACTIONS	6
ARTICLE 9 - CONSEIL D'ADMINISTRATION	6
ARTICLE 10 - ORGANISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	8
ARTICLE 11 - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	8
ARTICLE 12 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	9
ARTICLE 13 - DIRECTION GENERALE.....	10
ARTICLE 14 - COMMISSAIRES AUX COMPTES	11
ARTICLE 15 - ASSEMBLEES GENERALES	11
ARTICLE 16 - CONVOCATION ET LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES	12
ARTICLE 17 - ORDRE DU JOUR	12
ARTICLE 18 - ACCES AUX ASSEMBLEES.....	12
ARTICLE 19- DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES	13
ARTICLE 20 - FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU - PROCES-VERBAUX.....	13
ARTICLE 21 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE.....	13
ARTICLE 22 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE.....	13
ARTICLE 23 - ANNEE SOCIALE	14
ARTICLE 24 - RESULTAT - RESERVES	14
ARTICLE 25 - DISSOLUTION	14
ARTICLE 26 - LIQUIDATION.....	15
ARTICLE 27 - ATTRIBUTION DE L'ACTIF.....	15
ARTICLE 28 - TRANSMISSION DES STATUTS	15
ARTICLE 29 - DESIGNATION DES PREMIERS MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	15
ARTICLE 30 - DESIGNATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	16
ARTICLE 31 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA DATE DE SIGNATURE DES STATUTS DE LA SOCIETE	16
ARTICLE 32 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA DATE DE SIGNATURE DES STATUTS DE LA SOCIETE	16
ANNEXE	18

Les soussignés :

RLF-Résidences le Logement des Fonctionnaires, SA d'HLM au capital de 39 000 €, ayant son siège social 9 rue Sextius Michel 75015 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce de Paris sous le numéro 562 069 278, représentée par Monsieur Pierre-François Gouiffès, Président du Directoire, ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après dénommé « RLF »

Trois Moulins Habitat, SA d'HLM au capital de 3 994 368 €, dont le siège social est sis 60 rue des Meuniers - 77950 Rubelles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 786 150 391 RCS Melun, représentée par Monsieur Gilles Sambussy, Directeur Général, ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après dénommée « TMH »

Ci-après « les Parties »

Ont décidé de constituer entre eux une société de coordination (ci-après « la Société ») et ont adopté les statuts établis ci-après.

ARTICLE 1 - FORME

La Société est constituée sous la forme d'une société anonyme régie par les dispositions du livre IV du code de la construction et de l'habitation (CCH) ainsi que par les dispositions non contraires du code civil et du code de commerce.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

« **DomusNostra, société de coordination** »

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société anonyme à conseil d'administration » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société pour objet, au bénéfice de ses membres mentionnés aux articles L. 411-2, L. 481-1 et L. 365-2 du CCH :

- élaborer le cadre stratégique patrimonial et le cadre stratégique d'utilité sociale commun mentionnés à l'article L. 423-1-1 du CCH ;
- de définir la politique technique des associés ;
- de définir et mettre en œuvre une politique d'achat des biens et services, hors investissements immobiliers, nécessaires à l'exercice par les associés de leurs activités ;
- de développer une unité identitaire des associés et de définir des moyens communs de communication, notamment par la création ou la licence de marques et de signes distinctifs ;

- d'organiser, afin de mettre en œuvre les missions de la société, la mise à disposition des ressources disponibles par voie, notamment, de prêts et d'avances et, plus généralement, par la conclusion de toute convention visant à accroître la capacité d'investissement des associés. Les prêts et avances consentis sont soumis au régime de déclaration mentionné aux articles L. 423-15 et L. 423-16 du CCH ;
- d'appeler les cotisations nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- de prendre les mesures nécessaires pour garantir la soutenabilité financière du groupe ainsi que de chacun des organismes qui le constituent, autres que les collectivités territoriales et leurs groupements, en application de l'article L. 423-1-2 du CCH ;
- d'assurer le contrôle de gestion des associés, d'établir et de publier des comptes combinés et de porter à la connaissance de l'organe délibérant les documents individuels de situation de ses associés mentionnés aux articles L. 365-2, L. 411-2 et L. 481-1 du CCH.

La Société a également pour objet :

- de mettre en commun des moyens humains et matériels au profit de ses actionnaires ;
- d'assister, comme prestataire de services, ses actionnaires organismes d'habitations à loyer modéré et sociétés d'économie mixte agréées en application de l'article L. 481-1 du CCH dans toutes leurs interventions sur des immeubles qui leur appartiennent ou qu'ils gèrent ;
- d'assurer tout ou partie de la maîtrise d'ouvrage des opérations de construction neuve, rénovation ou réhabilitation d'ensembles immobiliers pour le compte de ses actionnaires organismes d'habitations à loyer modéré et sociétés d'économie mixte agréées en application du même article L. 481-1 du CCH, ainsi que des sociétés de construction constituées en application du titre premier du livre II du même code pour la réalisation et la gestion d'immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation ou destinés à cet usage en accession à la propriété dont ils sont associés ;
- de réaliser, pour le compte de ses actionnaires et dans le cadre d'une convention passée par la société avec la ou les collectivités territoriales ou le ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents sur le ou les périmètres où sont conduits des projets en commun, toutes les interventions foncières, les actions ou les opérations d'aménagement prévues par le code de l'urbanisme et le CCH qui sont nécessaires ; l'article L. 443-14 du CCH n'est pas applicable aux cessions d'immeubles rendues nécessaires par ces réalisations.

Enfin, la Société a également pour objet, après y avoir été spécialement agréée dans les conditions fixées à l'article L. 422-5 du CCH après accord de la ou des collectivités territoriales concernées ou, le cas échéant, de leurs groupements, d'exercer certaines des compétences énumérées au quatrième alinéa et aux alinéas suivants de l'article L. 422-2 du même code et qui sont communes aux organismes publics et aux sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré.

ARTICLE 4 - COMPETENCE TERRITORIALE ET SIEGE SOCIAL

L'activité de la Société s'exerce sur l'ensemble du territoire national.

Le siège de la Société est fixé 9 rue Sextius Michel 75739 Paris cedex 15.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital de la Société est fixé à la somme de 38 000 € (trente-huit mille euros).

Il est divisé en 1 000 actions nominatives d'une valeur nominale de 38 € (trente-huit euros) chacune, toutes entièrement libérées.

Le capital de la Société ne peut être détenu que par :

- les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés aux deuxième à quatrième alinéa de l'article L. 411-2 du Code de la construction et de l'habitation ;
- les sociétés d'économie mixte agréées en application de l'article L. 481-1 du même Code ;
- les organismes exerçant une activité de maîtrise d'ouvrages agréés en application de l'article L. 365-2 du même Code.

Le capital de la Société peut également être détenu dans une limite de 50 % de celui-ci par des sociétés mentionnées à l'article L. 1521-1 du Code général des collectivités territoriales qui ne sont pas agréées en application de l'article L. 481-1 du Code de la construction et de l'habitation et par des sociétés mentionnées aux articles L. 1531-1 et L. 1541-1 du Code général des collectivités territoriales.

A la constitution de la Société, il est fait apport à la Société :

- par RLF, de la somme en numéraire de 18 962 € (dix-huit mille neuf cent soixante-deux euros), correspondant à 499 actions d'une valeur nominale de trente-huit euros chacune, intégralement souscrites ;
- par TMH, de la somme en numéraire de 19 038 € (dix-neuf mille trente-huit euros), correspondant à 501 actions d'une valeur nominale de trente-huit euros chacune, intégralement souscrites

Les soussignés apportent à la Société une somme totale de 38 000 € (trente-huit mille euros) correspondant à 1 000 (mille) actions d'une valeur nominale de 38 € (trente-huit euros) chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées.

Le certificat du dépositaire, avec la liste des souscripteurs et l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées est annexé aux présents statuts.

Laquelle somme de 38 000 € (trente-huit mille euros) a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation, le __/__/__ auprès de _____ sous le numéro de compte : _____.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Article 7.1 Augmentation du capital social

Le capital social est augmenté en cours de vie sociale, par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence.

Sous réserve des exceptions prévues à l'article L.423-5 du Code de la construction et de l'habitation, les actionnaires ont un droit préférentiel de souscription aux actions émises pour réaliser une augmentation de capital. A compter du 1^{er} janvier 2021, cette disposition s'applique également en cas d'augmentation de capital en application du II de l'article L. 423-2 du même Code.

Conformément à l'article L. 423-5 du Code de la construction et de l'habitation et sous réserve des exceptions prévues par cet article, les réserves, les bénéfices ou les primes d'émission ne peuvent être incorporés au capital.

Après acquittement des charges de toute nature, y compris tous amortissements et provisions, ainsi que le prélèvement au profit du fonds de réserve légale ou d'autres réserves, dont la constitution est imposée par la réglementation propre aux sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré, et la répartition éventuelle de dividendes dans les conditions définies à l'article 24 des présents Statuts, le surplus éventuel forme une réserve spéciale destinée à assurer le développement de l'activité de la Société et à parer aux éventualités

Article 7.2 Réduction du capital social

Les réductions de capital doivent être effectuées dans le respect des dispositions du dernier alinéa de l'article L.423-5 du Code de la construction et de l'habitation. La société ne peut procéder à l'amortissement de son capital.

En cas de réduction du capital, pour quelque cause que ce soit, par voie de réduction de la valeur nominale des actions ou par réduction du nombre des titres, les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

ARTICLE 8 - CESSION DES ACTIONS

Le prix de cession des actions de la Société ne peut dépasser celui fixé en application de l'article L. 423-4 du Code de la construction et de l'habitation, sauf dérogation accordée dans les conditions prévues par cet article.

Les actions peuvent être librement cédées à un autre actionnaire de la Société.

Toutefois, aucune cession ne pourra intervenir si elle a pour effet de faire détenir les sociétés d'économie mixte locales non agréées en application de l'article L. 481-1 du Code de la construction et de l'habitation, les sociétés publiques locales et les sociétés d'économie mixte à opération unique, plus de 50 % du capital.

La cession d'actions à un tiers, sous quelle que forme que ce soit et à quelque titre que ce soit, doit être agréée par le conseil d'administration (ci-après « **le Conseil d'Administration** ») qui n'est pas tenu de faire connaître les motifs de son agrément ou de son refus.

Le refus peut résulter soit d'une décision expresse, soit d'un défaut de réponse dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la demande.

La demande d'agrément est adressée par lettre recommandée avec avis de réception à la Société, à l'attention du Président du Conseil d'Administration. Elle comporte obligatoirement l'identité du cessionnaire et de l'acheteur potentiel, le nombre de actions concernées, la valeur ou le prix et les conditions de l'opération projetée.

En cas de refus d'agrément, le Conseil d'Administration est tenu, dans un délai de trois mois à compter de son refus, de faire acquérir les actions par la Société, en vue de leur annulation par voie de réduction du capital, ou par un ou plusieurs actionnaires ou nouveau(x) actionnaire(s) qu'il aura lui-même désignés conformément à l'article L. 228-24 du Code de commerce. Dans ce cas, le prix ne peut être inférieur à celui de la cession non autorisée.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, sauf prorogation du délai par décision de justice à la demande de la Société.

ARTICLE 9 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est administrée par un Conseil d'Administration constitué conformément aux dispositions de l'article L.423-1-2 du Code de la construction et de l'habitation et à celles non contraires de la sous-section 1 de la section 2 du chapitre V du titre II du livre II du Code de commerce.

Le Conseil d'Administration est composé au plus de vingt-deux membres dont la moitié au moins de ses membres est présentée par les organismes mentionnés aux articles L.411-2, L.481-1 et L.365-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Les administrateurs ne sont pas tenus d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs du Conseil d'Administration peuvent être des personnes physiques ou morales. Lorsque l'administrateur est une personne morale, il désigne un représentant permanent. Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société sans délai, par lettre recommandée et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Le Conseil d'Administration compte trois administrateurs en qualité de représentants des locataires des logements gérés par les actionnaires visés aux articles L. 411-2, L. 481-1 et L. 365-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Jusqu'à la première élection prévue à l'article L.422-2-1 du même Code après l'entrée en vigueur du décret n°2019-911 du 29 août 2019 relatif aux sociétés de coordination mentionnées à l'article L.423-1-2 du Code de la construction et de l'habitation, ces administrateurs sont élus par un collège composé de l'ensemble des représentants des locataires siégeant aux conseils d'administration ou conseils de surveillance des membres visés aux articles L. 411-2, L. 481-1 et L. 365-2 du Code de la construction et de l'habitation. Chacun de ces représentants dispose d'un nombre de voix égal à celui obtenu par la liste à laquelle il appartenait lors de la dernière élection prévue à l'article L.422-2-1, divisé par le nombre de représentants élus.

A compter de la première élection prévue à l'article L.422-2-1 du même Code après l'entrée en vigueur du décret n°2019-911 du 29 août 2019 précité, ces administrateurs sont élus au suffrage direct, selon les mêmes modalités prévues par les dispositions prises en application de cet article.

Les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'habitat, la commune de Paris, les établissements publics territoriaux de la Métropole du grand Paris, la métropole de Lyon, la métropole d'Aix-Marseille-Provence, les départements, les régions, les communes, sur le territoire desquels les actionnaires possèdent des logements, sont représentés au Conseil d'Administration par deux membres au moins, dans la limite de cinq représentants, qui disposent d'une voix consultative.

Dans le cas où le nombre d'établissements publics de coopération intercommunale et de collectivités territoriales dépasse la limite fixée à l'alinéa précédent, ils s'accordent pour désigner leurs représentants qui participeront au Conseil d'Administration en leur nom.

A défaut d'accord, les représentants de ces entités sont désignés par l'assemblée générale ordinaire de la Société.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

La durée des fonctions des administrateurs est de 3 (trois) ans. Elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Le nombre d'administrateurs ayant dépassé l'âge de 80 ans ne peut pas être supérieur au tiers des membres en fonctions. Toute nomination qui enfreindrait cette règle serait nulle. Lorsque cette limite du tiers est dépassée, l'administrateur le plus âgé, autre que les représentants des locataires, est réputé démissionnaire d'office.

Un salarié ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail est antérieur à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Le nombre des administrateurs lié à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, autre que les représentants des locataires, le Conseil d'Administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire dans les conditions légalement et réglementairement prévues. Toutefois, s'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonctions, ou lorsque le nombre d'administrateurs représentant les actionnaires qui sont des organismes visés aux articles L. 411-2, L. 481-1 et L. 365-2 du CCH est devenu minoritaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal, celui-ci ou ceux-ci, ou à défaut le ou les Commissaires aux Comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter l'effectif du Conseil.

Les nominations provisoires effectuées par le Conseil d'Administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement n'en demeurent pas moins valables.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le mandat des membres du Conseil d'Administration est exercé à titre gratuit dans les conditions prévues à l'article R. 421-10 du Code de la construction et de l'habitation. Il en est de même des fonctions de direction générale ou de direction générale déléguée exercées par le Président du Conseil d'Administration ou par tout administrateur.

ARTICLE 10 - ORGANISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres le Président du Conseil d'Administration et éventuellement un Vice-Président qui sont, à peine de nullité de la nomination, des personnes physiques.

Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs soient en mesure de remplir leur mission.

Le Président du Conseil d'Administration est nommé pour une durée qui ne peut pas excéder celle de son mandat d'administrateur. Nul ne peut être nommé Président du Conseil d'Administration s'il est âgé de plus de 80 (quatre-vingts) ans. Il est rééligible. Le Conseil d'Administration peut le révoquer à tout moment. En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président du Conseil d'Administration, le Conseil d'Administration peut déléguer au Vice-Président ou à un administrateur les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

Le Vice-Président ou, à défaut un administrateur désigné à cet effet en début de séance, préside le Conseil d'Administration en cas d'empêchement du Président du Conseil d'Administration.

ARTICLE 11 - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige sur la convocation du Président du Conseil d'Administration.

Le Directeur Général lorsqu'il n'exerce pas la présidence du Conseil d'Administration, ou, lorsque le Conseil d'Administration ne s'est pas réuni depuis plus de trois mois, un tiers au moins des administrateurs, peuvent demander au Président du Conseil d'Administration, qui est lié par cette demande, de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

Toutefois, en cas de carence du Président du Conseil d'Administration au titre d'une demande de convocation restée infructueuse durant 15 (quinze) jours ou en cas d'empêchement, décès ou démission du Président du Conseil d'Administration, les administrateurs constituant le tiers au moins des membres du Conseil seront compétents pour procéder eux-mêmes à la convocation du Conseil d'Administration et fixer l'ordre du jour.

Les convocations aux réunions du Conseil d'Administration sont faites par tout moyen écrit comportant un accusé de réception, en ce compris par courriel.

Le délai entre la date d'envoi de la convocation à chacun des membres du Conseil d'Administration et la date de la réunion dudit Conseil est au minimum de 7 (sept) jours.

Le Conseil d'Administration peut également se réunir valablement sans préavis particulier si tous les membres en sont d'accord.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Les réunions du Conseil d'Administration peuvent avoir lieu par voie de visioconférence ou par tous autres moyens de télécommunication qui transmettent au moins la voix des participants et satisfont à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations et dans les conditions fixées dans le règlement intérieur du Conseil d'Administration.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire.

Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés, à l'exception des décisions suivantes nécessitant une majorité des deux tiers :

- révocation du Directeur Général ;
- révocation du Directeur Général Délégué ;
- de la mise en œuvre des mesures visées au 5° de l'article L. 423-1-2 du CCH (mise à disposition de ressources via des prêts et avances) ;
- de la mise en œuvre des mesures visées au 7° de l'article L. 423-1-2 du CCH (soutenabilité financière)

En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par 2 (deux) administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, le Directeur Général Délégué, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

ARTICLE 12 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'Administration désigne les représentants de la société dans les conseils d'administration ou de surveillance de chacun de ses organismes actionnaires mentionnés aux articles L.411-1, L.481-1 et L. 365-2 du CCH. Ces représentants peuvent être désignés parmi les actionnaires ou des dirigeants de la Société. Ces représentants ont voix consultative dans les conseils d'administration ou de surveillance des organismes actionnaires. Le Conseil d'Administration fixe la durée de leur mandat, les modalités d'exercice de ce mandat et les conditions dans lesquelles les représentants lui rendent compte de l'exercice de ce mandat.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers sût que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer par le Président du Conseil d'Administration ou le Directeur Général tous les documents qu'il estime utiles.

Le Conseil d'Administration peut conférer à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qu'il tient de la loi et des présents Statuts.

Le Conseil d'Administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou le Président du Conseil d'Administration soumet, pour avis à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

Le Conseil d'Administration établira un règlement intérieur en vue de préciser et d'organiser les règles et modalités de fonctionnement du Conseil d'Administration et, le cas échéant, de ses comités.

ARTICLE 13 - DIRECTION GENERALE

Article 13.1 Modalités d'exercice

La direction générale est assumée sous la responsabilité d'une personne physique, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une personne physique, administrateur ou non, nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés.

Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions prévues par la législation ou la réglementation en vigueur.

Article 13.2 Directeur Général

La durée des fonctions du Directeur Général est déterminée par le Conseil d'Administration au moment de la nomination. Elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat. Il est rééligible.

Le Directeur Général peut être administrateur de la Société. Cependant, si le Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 70 (soixante-dix) ans. Lorsque le Directeur Général atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration sur décision prise à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages intérêts.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers sût que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Article 13.3 Directeur général délégué

Le Conseil d'Administration nomme une personne physique, autre que le Président du Conseil d'Administration, chargée d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué.

Le Directeur Général Délégué peut être administrateur de la Société. Le Directeur Général Délégué est choisi parmi les administrateurs ou en dehors d'eux et son nombre est limité à 1 (un).

Nul ne peut être nommé Directeur Général Délégué s'il est âgé de plus de 70 (soixante-dix) ans. Lorsque le Directeur Général Délégué atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Directeur Général Délégué est révocable à tout moment, sur proposition du Directeur Général, par le Conseil d'Administration sur décision prise à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages intérêts.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, le Directeur Général Délégué conserve, sauf décision contraire du Conseil, ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés au Directeur Général Délégué. Toutefois, à l'égard des tiers, le Directeur Général Délégué dispose des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

ARTICLE 14 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué par des commissaires aux comptes, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

ARTICLE 15 - ASSEMBLEES GENERALES

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions. Chaque actionnaire dispose d'autant de voix que d'actions.

A leur demande, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'habitat, la commune de Paris, les établissements publics territoriaux de la Métropole du Grand Paris, la métropole de Lyon, la métropole d'Aix-Marseille-Provence, les départements, les régions et les communes, sur le territoire desquels les actionnaires possèdent des logements, peuvent assister à l'assemblée générale. Lorsqu'ils en ont fait la demande, ils sont convoqués à toutes les assemblées et reçoivent les mêmes informations et documents que ceux remis aux actionnaires. Ils disposent d'une simple voix consultative.

Tout actionnaire peut voter par correspondance. Tout vote par correspondance parvenu à la société au plus tard la veille de l'assemblée est pris en compte. Lors de la réunion de l'assemblée, l'assistance personnelle annule toute procuration ou tout vote par correspondance.

ARTICLE 16 - CONVOCATION ET LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'Administration.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est effectuée 15 (quinze) jours avant la date de l'assemblée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par courrier électronique dans les conditions légales et réglementaires adressée à chaque actionnaire.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, les assemblées successives, sont convoquées dix (10) jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée. Les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. En cas d'ajournement de l'assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Les lettres de convocation doivent comporter les indications prévues par la loi.

Le Président du Conseil d'Administration peut décider, lors de la convocation, de la tenue de l'intégralité de ces réunions par visioconférence et/ou utilisation de moyens de télécommunication ou que certains actionnaires pourront décider de participer à l'assemblée par utilisation de ces moyens. Ces moyens devront transmettre au moins la voix des participants et satisfaire à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations. Le cas échéant, cette décision est communiquée dans la lettre de convocation. Les actionnaires qui participent aux assemblées par des moyens de visioconférence ou de télécommunication dans les conditions décrites ci-avant sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

ARTICLE 17 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par le Conseil d'Administration.

Un ou plusieurs actionnaires ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées dans les conditions légales et réglementaires.

Le comité social et économique peut également requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées, dans les conditions légales et réglementaires.

L'assemblée ne peut valablement délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 18 - ACCES AUX ASSEMBLEES

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité, dès lors que ses actions ont été libérées des versements exigibles.

Tout actionnaire peut voter par correspondance. Tout vote par correspondance parvenu à la société au plus tard la veille de l'assemblée est pris en compte. Lors de la réunion de l'assemblée, la présence physique de l'actionnaire annule toute procuration ou tout vote par correspondance.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

ARTICLE 19- DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

ARTICLE 20 - FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

Une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par le Vice-Président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil d'Administration. A défaut, l'assemblée désigne elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 21 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins 1 (une) fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins quatre cinquièmes (4/5) des actions ayant le droit de vote.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 22 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les Statuts dans toutes leurs dispositions.

L'assemblée générale extraordinaire ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins quatre cinquièmes (4/5) des actions ayant le droit de vote.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de 2 (deux) mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des 2/3 (deux tiers) des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 23 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Le premier exercice comprend le temps écoulé entre la date de la constitution définitive et le 31 décembre de l'année en cours.

ARTICLE 24 - RESULTAT - RESERVES

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Lorsque tous les actionnaires sont des organismes mentionnés aux articles L.411-2, L.481-1 et L.365-2 du Code de la construction et de l'habitation, le bénéfice distribuable réalisé par la société, au sens de l'article L.232-11 du Code de commerce, après les prélèvements pour la dotation des réserves obligatoires, peut-être, en totalité ou en partie, distribué sous forme de dividendes ou porté en réserves.

Lorsque parmi les actionnaires figurent une ou plusieurs sociétés mentionnées à l'article L.1521-1 du Code général des collectivités territoriales, qui ne sont pas agréées en application de l'article L.481-1 du Code de la construction et de l'habitation, et aux articles L.1531-1 ou L.1541-1 du Code général des collectivités territoriales, il ne peut être distribué un dividende supérieur à un pourcentage de la valeur nominale des actions égal ou inférieur au taux d'intérêt servi au détenteur d'un livret A au 31 décembre de l'année précédente, majoré de 1,5 point.

ARTICLE 25 - DISSOLUTION

La dissolution anticipée de la Société est décidée par l'assemblée générale extraordinaire.

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions légales relatives au montant du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par l'assemblée générale est rendue publique par dépôt au greffe du tribunal de commerce et inscription au registre du commerce ; elle est en outre publiée dans un journal d'annonces légales conformément à la réglementation en vigueur.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce.

A défaut de réunion de l'assemblée générale, comme dans le cas où cette assemblée n'a pu délibérer valablement sur dernière convocation, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société, il en est de même si les dispositions de l'alinéa 3 du présent article n'ont pas été appliquées.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lorsque la Société est en procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ou bénéficie d'un plan de sauvegarde ou de redressement judiciaire.

ARTICLE 26 - LIQUIDATION

A l'arrivée du terme statutaire, ou en cas de dissolution anticipée décidée par l'assemblée générale extraordinaire, celle-ci désigne, aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, un ou plusieurs liquidateurs dont la nomination met fin aux pouvoirs du Directeur Général et du Directeur Général Délégué.

Dans tous les cas, l'expiration des pouvoirs du Directeur Général et du Directeur Général Délégué avant la désignation des liquidateurs n'est opposable aux tiers qu'après la publication de l'acte de nomination des liquidateurs.

L'assemblée générale, convoquée en fin de liquidation à l'effet notamment de statuer sur le compte définitif des liquidateurs et de procéder à l'attribution de l'actif délibère valablement aux conditions de quorum et de vote des assemblées générales ordinaires prévues par la loi.

L'assemblée statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

ARTICLE 27 - ATTRIBUTION DE L'ACTIF

Lors de l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur la liquidation ne pourra, après paiement du passif et remboursement du capital social, attribuer la portion d'actif qui excéderait la moitié du capital social qu'à un ou plusieurs organismes d'habitations à loyer modéré ou à l'une des fédérations d'organismes d'habitations à loyer modéré ou à une ou plusieurs sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux agréées en application de l'article L. 481-1 du Code de la construction et de l'habitation ou à la fédération des entreprises locales, sous réserve de l'approbation administrative donnée dans des conditions prévues à l'article R.422-17 du même Code et que l'attributaire s'engage à utiliser les fonds attribués à des investissements conformes au service d'intérêt économique général du logement social.

ARTICLE 28 - TRANSMISSION DES STATUTS

Les Statuts de la Société sont transmis au ministre chargé du Logement et au Préfet du département du siège de la Société après chaque modification.

En outre toute modification de l'actionariat ou du capital de la Société fait l'objet d'une information du ministre chargé du Logement et du Préfet du département où est situé le siège social de la Société.

ARTICLE 29 - DESIGNATION DES PREMIERS MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sont nommés premiers membres du Conseil d'Administration de la Société les personnes désignées ci-après.

Membres du Conseil d'Administration présentés par RLF

Pierre-François Gouiffès

Marie Groshens

Anne-Elise Hayoun

Joël Labour

Camille Llavador

Vincent Verroye

Membres du Conseil d'Administration présentés par TMH

Agnès Hugot
Karine Julien
Bertrand Parigot
Jean-Michel Royo
Rézak Saidaini
Gilles Sambussy
Gilles Weber

Membres du Conseil d'Administration représentant des locataires

Sonia Arokiassamy (représentante des locataires)
Geneviève Doucet (représentante des locataires)
Alain Gaulon (représentant des locataires)

ARTICLE 30 - DESIGNATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont nommés pour une durée de 6 (six) exercices :

- en qualité de co-commissaire(s) aux comptes titulaire(s) : Fiduciaire Expertise Audit, 134 boulevard Haussmann 75008 Paris ;
- en qualité de co-commissaire(s) aux comptes titulaire(s) : Mazars, Tour Exaltis, 61 rue Henri Regnault 92075 Paris La Défense Cedex.

ARTICLE 31 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA DATE DE SIGNATURE DES STATUTS DE LA SOCIETE

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Toutefois, les soussignés déclarent accepter purement et simplement les actes déjà accomplis pour le compte de la société en formation tels qu'ils sont énoncés dans l'état annexé ci-après avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résultera pour la Société.

En conséquence, la Société reprendra purement et simplement lesdits engagements dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Par ailleurs, il est donné mandat à Monsieur Pierre-François Gouiffès, agissant au nom et pour le compte de RLF, Membre Fondateur, à l'effet de prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la Société : dépôt du dossier de demande d'agrément auprès ministre chargé du Logement à l'attention de la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages, sous-direction de la législation de l'habitat et des organismes constructeurs, en application des dispositions de l'arrêté du 17 octobre 2019 fixant le contenu du dossier de demande de l'agrément des sociétés de coordination mentionnées à l'article L. 423-1-2 du CCH.

ARTICLE 32 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA DATE DE SIGNATURE DES STATUTS DE LA SOCIETE

Tous pouvoirs sont conférés à chacune des Parties et aux porteurs d'expéditions, originaux extraits des pièces constitutives à l'effet d'accomplir toutes formalités exigées pour la constitution de la Société.

Fait en quatre exemplaires originaux, à Paris

Le 19 mai 2021

RLF

Pierre-François Gouiffès

TMH

Gilles Sambussy

ANNEXE

REPRISE DES ACTES DEJA ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Conformément aux articles L210-6 et R210-6 alinéa 1 et 2 du code de commerce, cet état a été présenté aux actionnaires préalablement à la signature des statuts, et est annexé auxdits statuts.

La signature des statuts emportera reprise de ces engagements par la Société dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés

Les engagements sont les suivants :

- contrat de domiciliation concernant le siège social de la Société entre RLF et la Société en formation ;
- marchés avec les commissaires aux comptes.